



Explications relatives au texte d'origine et à la variante des articles 4 et 5 de l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale employée/employé de commerce (langue étrangère)

Version du 4 janvier 2021

Pour l'article 4 de l'ordonnance, le SEFRI met en consultation une variante, en plus du texte d'origine. Au terme de la consultation, d'entente avec le DEFR, le SEFRI décidera de la formulation définitive sur la base des prises de positions qui seront parvenues.

| Texte d'origine | Variante |
|---|--|
| <p>Art. 4 Langue étrangère</p> <p>¹ Avant le début de la formation professionnelle initiale, les parties contractantes choisissent une langue étrangère.</p> <p>² La langue étrangère n'est pas inscrite dans le contrat d'apprentissage.</p> <p>³ Le choix s'effectue parmi les possibilités offertes par le canton.</p> <p>⁴ Les compétences des lieux de formation concernant l'enseignement et l'utilisation de la langue étrangère sont fixées dans le plan de formation.</p> <p>Art. 5 Domaines à choix</p> <p>¹ Au début de la formation professionnelle initiale, les parties contractantes choisissent un domaine à choix, après consultation de l'école professionnelle.</p> <p>² Le domaine à choix n'est pas inscrit dans le contrat d'apprentissage.</p> <p>³ Le choix s'effectue parmi les possibilités ci-après:</p> <ol style="list-style-type: none">deuxième langue étrangère;travail de projet individuel. | <p>Art. 4 Langue étrangère</p> <p>¹ Avant le début de la formation professionnelle initiale, les parties contractantes choisissent une langue étrangère <u>deuxième langue nationale comme langue étrangère</u>.</p> <p>² La langue étrangère n'est pas inscrite dans le contrat d'apprentissage.</p> <p>³ Le choix s'effectue parmi les possibilités offertes par le canton.</p> <p>⁴ Les compétences des lieux de formation concernant l'enseignement et l'utilisation de la langue étrangère sont fixées dans le plan de formation.</p> <p>Art. 5 Domaines à choix</p> <p>¹ Au début de la formation professionnelle initiale, les parties contractantes choisissent un domaine à choix, après consultation de l'école professionnelle.</p> <p>² Le domaine à choix n'est pas inscrit dans le contrat d'apprentissage.</p> <p>³ Le choix s'effectue parmi les possibilités ci-après:</p> <ol style="list-style-type: none">deuxième langue étrangère;travail de projet individuel. |

1 Texte d'origine

Formulation

Le texte d'origine prévoit qu'une langue étrangère doit être apprise et mise en œuvre (art. 4). Les parties du contrat d'apprentissage définissent cette langue obligatoire (al. 1) dans le cadre des possibilités offertes par le canton compétent (al. 3). Dans cette formulation, les cantons sont responsables de définir les choix possibles. Ils peuvent s'ils le veulent inclure l'anglais parmi les langues susceptibles d'être choisies, ainsi que des langues nationales.



Les cantons peuvent restreindre les possibilités aux langues nationales, s'ils estiment que l'acquisition d'une deuxième langue nationale passe avant l'anglais.

Dans le texte d'origine, la possibilité est donnée aux parties du contrat d'apprentissage de choisir une langue étrangère supplémentaire comme domaine à choix (art. 5). Si une langue nationale a été choisie comme langue étrangère obligatoire dans le cadre de l'article 4, c'est soit l'anglais, soit une autre langue nationale qui peut être choisie comme domaine à choix. Pour le domaine à choix également, les cantons sont compétents pour définir les choix possibles.

Caractéristiques

Le texte d'origine laisse la possibilité aux cantons d'offrir l'anglais comme langue étrangère pouvant être choisie par les parties du contrat d'apprentissage. Dans cette hypothèse, l'apprentissage d'une deuxième langue nationale est facultatif. Cette formulation offre les avantages suivants :

- le texte d'origine donne aux cantons la compétence de décider de leur politique en matière de langues étrangères, dans la continuité de la politique mise en œuvre au niveau de l'école obligatoire ;
- le texte d'origine tient compte du principe de la formation professionnelle en vertu duquel l'économie, au travers des organisations du monde du travail compétentes, définit les contenus de formation ;
- si l'anglais figure parmi les possibilités offertes par le canton, le texte d'origine donne plus de marge de manœuvre à l'entreprise formatrice, lorsque cette dernière est particulièrement active sur les marchés internationaux, de définir la langue en fonction de son profil d'activités. Le texte d'origine s'inscrit par conséquent dans l'orientation vers les compétences opérationnelles ;
- si l'anglais figure parmi les possibilités proposées par le canton, le texte d'origine offre plus de flexibilité pour répondre aux attentes des jeunes en formation.

2 Variante

Formulation

Dans la variante, seule une langue nationale peut être choisie par les parties du contrat d'apprentissage dans le cadre de la langue étrangère obligatoire réglée à l'article 4. Les cantons sont compétents pour définir quelles langues nationales peuvent être choisies. L'anglais est exclu du choix de la langue étrangère obligatoire.

Dans la variante, l'anglais ne peut être choisi que comme domaine à choix (art. 5). Les parties du contrat d'apprentissage peuvent cependant aussi définir une langue nationale supplémentaire si le canton en donne la possibilité.

Caractéristiques

La variante exclut l'anglais des choix possibles pour la langue étrangère obligatoire. Elle a pour objectif de renforcer en priorité les langues nationales.

La variante offre les avantages suivants :



- en facilitant la communication entre les régions linguistiques, elle contribue au renforcement de la cohésion nationale ;
- l'allemand étant considéré comme un « passage obligé » pour la très grande majorité des apprentis romands et tessinois, elle place les personnes en formation sur un pied d'égalité ;
- l'anglais constituant un argument décisif dans le curriculum vitae au moment de l'entrée dans le marché du travail, la variante incite les entreprises formatrices et les personnes en formation à opter pour le domaine à choix « deuxième langue étrangère » pour ne pas passer à côté de l'anglais. La variante a dès lors pour probable conséquence de favoriser l'apprentissage de plus de langues étrangères ;
- dans ce contexte, elle peut faciliter et encourager l'accès à la maturité professionnelle post-CFC (MP2).

3 Indications de l'organisation du monde du travail concernée

L'organisation du monde du travail (CSBFC) soutient le texte d'origine pour les raisons suivantes :

Le texte d'origine représente déjà un compromis entre les partenaires de la formation professionnelle. À l'origine, il était prévu que la langue étrangère soit choisie sur la base des possibilités de mise en œuvre de l'entreprise formatrice.

Le concept tient compte du fait que l'enseignement de la culture générale intégré dans l'enseignement des connaissances professionnelles comprend les deux domaines "société" et "langue et communication", mais pas la langue étrangère. Les langues étrangères dans la formation commerciale de base doivent être considérées en premier lieu comme faisant partie de l'enseignement des connaissances professionnelles. Afin de développer les compétences opérationnelles, il faut un champ d'application en entreprise. Pour cette raison, la CSBFC considère qu'il est impératif de suivre une deuxième langue nationale obligatoire ou l'anglais, qui correspond au domaine d'activité de l'entreprise et peut être approfondi si souhaité.

Il est toujours possible pour les personnes en formation d'apprendre une deuxième langue étrangère (langue nationale ou anglais). Les raisons suivantes sont déterminantes pour le concept de CSBFC, avec le domaine à choix d'une deuxième langue nationale ou de l'anglais intégré comme matière obligatoire dans les heures d'enseignement:

- L'analyse du champ professionnel a montré que de nombreuses personnes en formation sont difficilement en mesure de pouvoir utiliser une deuxième langue étrangère (langue nationale ou anglais) dans leur entreprise de formation.
- Le CFC devrait à l'avenir également pouvoir être suivi avec succès par des apprenants de niveau moyen (par exemple le profil B actuel).
- La perméabilité entre l'AFP et le CFC doit rester possible.
- La maturité professionnelle intégrée (MP1) ne doit pas être choisie uniquement sur la base de la deuxième langue nationale ou de l'anglais, mais en vue de l'aptitude aux études.



Une deuxième langue étrangère (langue nationale ou anglais) est toujours très importante et sera donc ancrée dans le sens d'un domaine à choix. La CSBFC veut donner aux personnes en formation très performantes diverses possibilités de se développer et d'aller "plus loin". D'éventuels séjours linguistiques ou l'enseignement bilingue continueront à être possibles. Celles-ci seront documentées dans le portfolio personnel.

4 Discussion dans le cadre de l'organe national de coordination

L'organe de coordination des partenaires de la formation professionnelle coordonne les travaux de mise en œuvre dans le cadre des réformes du commerce de détail et de la formation commerciale initiale. Il traite des variantes possibles pour la langue étrangère obligatoire et analyse les avantages et les inconvénients qui en découlent. L'objectif est de clarifier les conséquences des variantes sous l'angle de la mise en œuvre. Les résultats de l'analyse de l'organe de coordination compléteront les résultats de la consultation en vue de la décision du SEFRI.